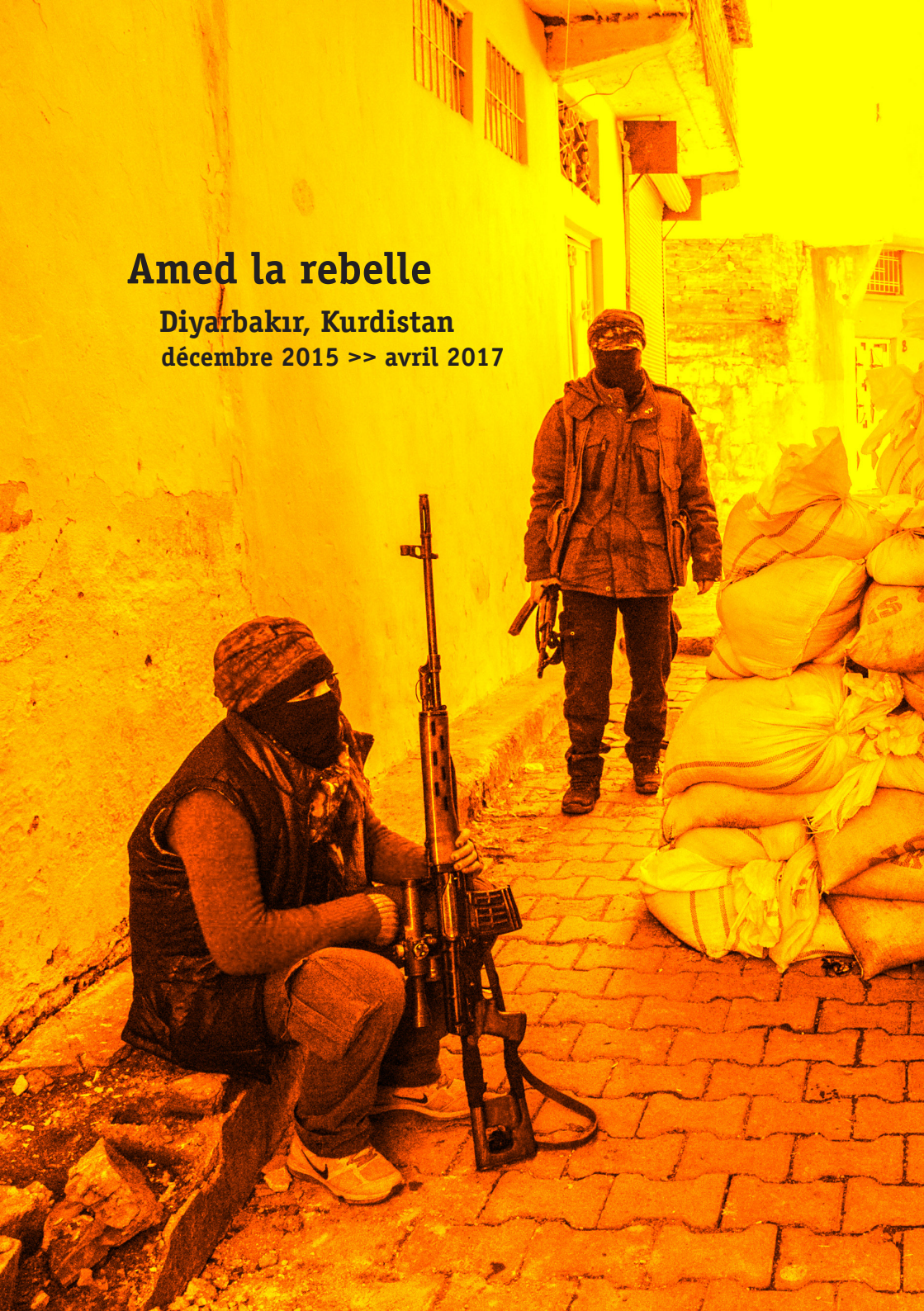


Amed la rebelle

Diyarbakır, Kurdistan
décembre 2015 >> avril 2017





Avec Amed la rebelle

Chroniques du 8 au 22 décembre 2015 à Diyarbakır (Amed en kurde), capitale des régions kurdes du sud-est anatolien, pendant les opérations de punition collective de l'État central turc contre les Kurdes. Voici un récit au quotidien d'une lutte pour l'autodéfense et l'autonomie.

Texte de Ne var ne yok — Paru dans le journal CQFD n°140 (février 2016)

Sur sous les bombes et les balles

8 décembre. *Sur*, la vieille ville fortifiée de Diyarbakır, est assiégée par les forces armées de l'État turc depuis maintenant 7 jours consécutifs. Impossible nous rendre dans le quartier en face de l'historique muraille, comme à notre dernière visite fin mars. On y trouve, en temps normal, des vendeurs de racines et leurs charrettes en bois, des boissons chaudes improbables, des échoppes par milliers, des terrasses où l'on boit le thé, des femmes marchant avec leur gosses ou leurs copines, des vieux en train de glander allongés sur l'herbe, des jeunes rigolant en pagaille... *Sur* !

Aujourd'hui les commerces sont fermés, personne dans les rues, impossible de franchir Dağkapı, une des portes de la vieille ville. Tout accès est bloqué. La *meydan*, la place, habituellement pleine de gens, est vide : un chien errant essaye de trouver un passage à travers les barrières de police, panique un instant, et parvient finalement à s'échapper du piège policier. Les flics en civil, *kalach'* à la main, font face aux passants qui les regardent inquiets. La ville est transformée en zone de guerre. On y trouve tous les types de véhicules blindés possibles : les *akrep* (Les scorpions), *kirpi* (l'hérisson), *kobra* (cobra), des tanks, des *panzer*, des *toma* (canons à eau). À l'extérieur de la vieille ville, malgré une ambiance pesante, les gens continuent de vivre quasi « normalement », à ceci près qu'on peut entendre à tout moment des tirs en rafales, grondements et explosions, chacun peut voir des colonnes de fumée noircir le ciel. Les récits sont les mêmes : les forces spéciales balancent des bombes par hélicoptère sur les habitants qui résistent à l'intérieur. La vieille mosquée de Sur, monument qui date de plus de 500 ans, a été littéralement soufflée par une bombe. Les pompiers venus pour éteindre la mosquée en feu, n'ont eu droit qu'à un seul mot des forces spéciales : « *Laissez ! Cette ville de sales bâtards devrait cramer en entier* »... Face à cela, des *guerillas* [membres du PKK] et des jeunes des YDG-H [groupes d'autodéfense des quartiers] sont venus aider à défendre le quartier. On nous dit qu'ils et elles sont à peine 200, mais se relayent par groupe de 10 ou 15 à tenir les positions. Les *guerillas* ne sont pas les seuls à défendre le quartier : des habitantes de Sur de tous âges, elles aussi, aident à monter les barricades de sacs de sable et prennent les armes pour se défendre. « *On s'endort avec le bruit des tirs... Et on se réveille avec le bruit des tirs.* », commente un habitant du centre historique.

Ce dimanche 8 novembre, quelques centaines d'habitants ont manifesté dans le quartier du centre, Ofis, pour dénoncer ce siège qui n'en finit plus. La foule a forcé le barrage des flics, les jeunes ont dressé des barricades et ont attaqué la police. Mais les keufs sont arrivés en mode commando, ont gazé, utilisé canons à eaux, flash-ball, et balles réelles : un jeune de 14 ans a été touché par une balle, il est mort quelques heures plus tard. Plusieurs témoignages évoquent la responsabilité de barbouzes, qui surgissent d'une *ford ranger*, gros 4x4 noir banalisé, et vitres teintées et rodent autour des manifs...

La population nourrit une véritable psychose autour de ces véhicules. Ces derniers, en effet, remplacent les *beyaz toros* (en l'occurrence les Renault Toros) des années 1990 qui servaient à kidnapper et à faire disparaître les militants kurdes. Le premier ministre actuel, Davutoğlu, a même menacé le

printemps dernier, lors d'un de ses meetings à Van (ville à majorité kurde, que si son parti, l'AKP, ne remportait pas la majorité au parlement, les *beyaz toros* « feraient leur retour ». Ces « escadrons de la mort » ne relève pas du fantasme. Un jeune raconte : « *On manifestait, on jetait des pierres sur les canons à eaux. On a vu la Ford Ranger arriver, on a su qu'il fallait courir. On a prit une ruelle, pas la bonne. J'entendais les tirs qui sifflaient à mes oreilles pour finir sur les murs. Notre camarade est tombé sous nos yeux. Touché à la tête, on pouvait rien faire. Ils continuaient de tirer. On s'est glissé contre les murs, ils continuaient à tirer. Je ne sais pas comment j'ai réussi à me faufiler, je m'en suis sorti. Pas comme mes deux camarades.* » Le 14 décembre, deux autres jeunes meurent d'une balle dans la tête.

Diyarbakır sous les gaz

9 novembre. Comme chaque jour, des avions de chasse survolent la ville et maintiennent une pression psychologique par le boucan qu'ils font. Un vendeur de journaux d'Ofis nous informe qu'une manifestation a lieu non loin de là où nous nous trouvons. Nous nous y rendons. A nouveau, des flics partout : blindés, canons à eau, police anti-émeute, keufs en civil kalash' à la main. Une petite centaine de personnes déterminées tentent de faire entendre les revendications suivantes : la libération d'Abdullah Öcalan – toujours prisonnier sur son île turque dont il est le seul résident depuis 1999 et gardé au secret depuis avril dernier – ; la reprise des négociations pour la paix ; et la reconnaissance par l'État turc de l'autonomie formulée par les villes et les quartiers du Kurdistan. Autant dire que c'est tendu et stressant, les flics instaurant là encore une ambiance de petite terreur. Une demi-heure plus tard, après *sitting* et prises de paroles, les manifestants se dispersent dans une ambiance de petite terreur instaurée par la police. Tout le quartier est noyé sous les gaz lacrymogène. Ce gaz se répand partout, il est invisible et met du temps à s'évaporer. On nous dira le lendemain que c'est un gaz d'un type nouveau, et bien plus puissant qu'avant : « *Ça fait 22 ans que je suis là et que je respire du gaz, celui-ci est pire que les précédents...* »

Solidarité avec les assiégés

Les jours suivants, les manifestations se succèdent selon le même scénario. « *Ce sont les mères et les enfants qui nous aident à tenir moralement.*

« La vraie force ce sont eux ». Un bon paquet, aussi, de grand-mères remontées par des décennies de massacre, de tortures, de taules et d'humiliations racistes au quotidien.

Ce 10 décembre, le face à face avec les flics dure bien deux heures : la police menacent régulièrement d'attaquer la manifestation car elle est, là encore, interdite ; les *cocuklar*, les enfants, s'échauffent et commencent à dépaver et briser les briques pour en faire des projectiles ; les adultes calment le jeu et appellent tout le monde à venir s'asseoir et chanter la *guerilla* au plus près des flics. Un certain nombre de personnes s'énervent contre le fait qu'il y a vraiment peu de monde, comme le fait ce père de famille : « *Mais où sont les autres ? Cette ville est gigantesque et nous ne sommes que 500. Que font les autres ? Ils boivent du thé ?* » C'est vrai que la question se pose. L'État turc joue la carte de la terreur et de l'épuisement : il tente de diviser le mouvement en effrayant le plus grand nombre. Tous les États procèdent ainsi, ce n'est pas nouveau, mais le phénomène semble crucialement visible à ce moment là à Diyarbakir. La plupart des discussions tournent autour des questions de la paix et de la guerre : « *Faut il attendre encore avant d'assumer franchement la guerre qui nous est faite ?* » ; « *La paix, il faut œuvrer à la paix et ne pas céder aux provocations de l'État* » ; « *D'accord, mais en attendant, ils tuent tous les jours plusieurs de nos jeunes* » ; « *Est-ce que le PKK et les YDG-*





H adoptent la bonne stratégie ? L'auto-défense des villes et des quartiers, est-ce que le jeu en vaut la chandelle ? » ; « Il n'est pas possible de baisser la tête devant Daech et Erdoğan ! »

État de siège et arnaque tactique

Le 10 décembre au soir, l'État turc-annonçait la levée du siège de Sur, mais ce n'était malheureusement que de la poudre aux yeux. Nous nous dirigeons vers Sur, donc. Pour fêter la fin du siège, croyions nous. Nous arrivons au *meydan*, les grilles de la police barrent toujours l'accès : fouille à l'entrée, palpage et vérification des identités des personnes qui veulent rentrer dans Sur. Peu de commerces ont rouverts, peut-être un sur quatre. L'état des animaux est un bon indicateur de l'ambiance de ces derniers jours : des cadavres de chats à même la chaussée, et les chats survivants semblent malades et affamés.

On atterrit à la terrasse d'un café au cœur de la vieille ville. Des femmes arrivent, se posent à côté de nous. Abattues. Elles parlent en kurde, et nous traduisent en turc leurs discussions : « *On a entendu hier soir la levée du siège. On vient voir, et la déception est doublement douloureuse. Ça présage rien de bon. Les fouilles, les policiers, les tanks, partout. Quel sens ça donne à cette soit disant levée d'interdiction ? On ne peut même pas rentrer dans Sur. Vous imaginez ce que vivent les gens*

encerclés par les forces de l'État ? Ils sont sans eau, sans électricité, sans nourriture depuis neuf jours. Les seuls à se battre ce sont eux, nos jeunes. Et tous les autres ? Où sont-ils ? Certains veulent la paix, la paix sociale, un accord qu'on attend, qui se ferait avec l'État, mais qui n'arrive pas. Elles critiquent le HDP, la coalition pro-kurde alliée avec des mouvements de gauche non nationalistes, pour sa tiédeur: « *La paix avant tout* », « *Restez chez vous* ». Et soulignent que ça casse le mouvement du peuple en le rendant plus frileux. Puis les femmes nous embrassent et s'en vont. Pour celles et ceux qui continueraient à s'aventurer près des zones d'affrontement, le risque de contrôle est grand. Et ça l'est encore plus pour les étrangers perçus comme une réelle menace par les forces spéciales de la police du Sultan – journalistes, espions, rebelles... Une fouille de sac et ils sont toujours plus tendus, plus menaçants quand ils tombent sur un appareil photo ou un enregistreur audio : ça augmente leur psychose. Expliquer le fait d'être de simples touristes ou d'être simplement venus voir la famille n'évacuent pas toute la méfiance. Ils hésitent et demandent à coup sûr ce que des *yabancı*, des étrangers, foutent dans les quartiers d'ici. Eh bien ? On a plus le droit de circuler ou quoi ! Si

Main basse sur Sur

Extraits d'un éditorial de Hüseyin Ali dans le quotidien kurde Özgür Gündem en date du 25 décembre 2015.

Avec ses tanks, avec ses obus, les forces spéciales détruisent tout, mettent les villes s'en dessus dessous. Femmes ou enfants, ils tuent sans distinctions. Ils bombardent les mosquées, des monuments historiques. Ils font exploser les générateurs électriques et les citernes d'eaux. Et quand le peuple lutte contre ces attaques, ils se font traités de « vandales ». [...]

Et aujourd'hui en mettant s'en dessus dessous Sur, leur envie est d'enterrer l'âme d'Amed. L'âme d'Amed brille par Sur, par l'histoire de Sur, par l'architecture de Sur, par la culture de Sur, par la vie que mène les gens les uns avec les autres, l'affection mutuelle qu'ils se portent. Et aujourd'hui s'ils détruisent l'âme d'Amed, ça sera le plus grand génocide culturel du Kurdistan.[...]

Et au moment même où la résistance fait rage à Sur, l'Etat annonce : « *les TOKI doivent rentrer dans Sur. Sur détruit doit être remplacé par des habitats plus modernes.* » Si les TOKI [grands ensembles d'habitations en béton construits par le bétonneur TOKI] rentrent dans Sur, l'âme historique de ce lieu disparaîtra en y mettant des blocs de béton sans sens et sans âme. Et d'autres vont se faire de l'argent sur le dos de cette culture, l'exploiter, la faire disparaître.

vous avez la malchance d'être français, le chef en cagoule finira par lancer, énervé : *« Vous voyez, votre pays a déclaré 3 mois de couvre feu avec possibilité de prolonger à 6 mois. Ici en Turquie, nous sommes dans un vrai pays de droits. C'est un des pays le plus libre du monde. »*

Plus loin, une femme parle à haute voix dans la rue : *« Vous avez rien vu de ce qu'ils ont fait dedans Ils ont tout démolit, et incendié. Que veut l'État ? Nous anéantir, en nous faisons passer pour des terroristes J'habite dans ce quartier qu'ils ont saccagé avec la même violence et la même mentalité que Daech. Et ils disent qu'ils sont là pour nous protéger. Ils veulent nous tuer un par un. Mais on continuera de résister. Pardon je vous parle, mais je sais même pas si vous êtes policiers ou agents de l'État. Mais ça m'est égal, j'en peux plus. »*

« Vers la guerre »

Nous avons rendez-vous avec notre ami Baran. Enseignant, il participe habituellement aux assemblées de quartier et syndicales qui ont lieu en temps normal. Mais avec la guerre qui arrive, ces assemblées se tiennent beaucoup moins régulièrement. Il consacre beaucoup de son temps au suivi de la situation et s'active sur Twitter à relayer informations et analyses. Quelle est sa vision de l'avenir : la paix ou la guerre ?...

« L'État turc a pris seul la décision de repartir en guerre », commence-t-il. La raison profonde de ce revirement stratégique est liée à la situation en Syrie nous explique Baran : *« Au Rojava, Tall Abyad, la ville frontière côté "syrien" a été reprise à Daech cet été, et les cantons de Kobanê et de Cizre ont pu ainsi être reliés. Cela coupait le passage que l'État turc et l'État islamique empruntaient pour passer d'un côté à l'autre. Les élites turques et le haut commandement militaire ont rapidement pris la décision conjointe de déclarer la guerre aux Kurdes, pour éviter l'ouverture de ce fameux corridor kurde, de Mossoul et Kirkuk jusqu'à la mer méditerranée. Pour les autorités turques, cela représentait un vrai cauchemar. Voilà la vraie raison de la guerre déclarée aux Kurdes. »* Il poursuit en soulignant l'importance du mouvement pour l'autogestion : *« Dans certains quartiers ou certaines villes, les jeunes kurdes ont déclaré l'autonomie. Du coup, l'État a envoyé ses forces spéciales à ces endroits-là : tanks, roquettes, armes lourdes. Ils occupent carrément des quartiers entiers, où vivent évidemment des civils. Quand on parle de l'autonomie, on dit qu'elle a "neuf pieds" : l'économique, le social, le culturel, la santé, l'écologie, les femmes, les jeunes, etc. Dans ces*

“neufs pieds”, il y a aussi l'autodéfense. » [...] Si l'État n'attaquait pas, s'il faisait un pas en arrière, le peuple s'organiserait autrement. » « Ces jeunes qui défendent les quartiers, les villes, les villages, ont été contraints de le faire. Ce ne sont pas des terroristes. Personne ne voudrait vivre nez à nez avec la mort, n'est-ce pas ? C'est simple, les jeunes refusent l'entrée des forces armées dans leurs quartiers. Ils veulent l'arrêt des assassinats, des gardes à vue, des tortures dans les commissariats, des enfermements dans les prisons. Mais l'État reste sourd à nos demandes, voire fait tout pour continuer à appliquer ces mesures. Pour toutes ces raisons, à Cizre, à Gever, à Nusaybin, à Derik, à Sur, à Silvan, à Varto, la confrontation continue. L'autodéfense est quelque chose qui naît naturellement en toute personne qui se rebelle contre n'importe quelle forme de pouvoir. »

Baran insiste sur le fait que personne au Kurdistan n'a souhaité la reprise de la guerre, et qu'au contraire, le mouvement kurde a toujours souhaité la paix : *« Dans la période de construction de ce mouvement d'autonomie et d'autogestion, on aurait dû pouvoir entamer ces travaux sans avoir à faire intervenir les armes. On aurait pu s'organiser de manière tranquille dans nos quartiers, dans nos villages, dans nos villes. C'est une lacune du parti politique légal kurde, le HDP. Tout a commencé il y a un an à Cizre où 8 jeunes ont été abattus par des militaires. Des barricades ont été creusées. À Silvan, par exemple, quand les*





premières barricades ont été montées au mois d'août, l'État a fait marche arrière en disant : "On ne vous fera aucun mal. On ne procédera à aucune garde à vue, on n'emprisonnera personne. Enlevez seulement ces barricades." Mais une fois que les jeunes ont retiré les barricades, et qu'eux-mêmes se sont retirés de la zone de conflit, les forces de l'ordre ont attaqué les quartiers comme des barbares. Ils ont brûlé les maisons, les commerces. Ceux qu'ils ont attrapé ont été battus, torturés, enfermés. Là encore les jeunes ont dû reprendre les armes. Vous savez qui sont ces jeunes aujourd'hui ? Cette génération de jeunes est le résultat des années charnières 1990. Ce sont les jeunes qui ont perdu un membre de leur famille : abattu, torturé, mis en prison ou porté disparu. Leurs villages, leurs maisons ont été incendiés. Ils ont été forcés de migrer vers les villes. Ils ont grandi avec ces histoires. La vengeance anime leurs pensées. »

Pour illustrer son propos, il nous parle de sa mère qui lui disait quand il était petit : « "Attention, si tu ne vas pas te coucher, les militaires turcs vont venir te chercher". C'était notre loup à nous, elle nous faisait peur comme ça. Est-ce que vous arrivez à comprendre ce que ça signifie ? Un matin, les militaires viennent dans votre village, ils rassemblent les hommes sur la place, les insultent, les humilient, les frappent, les torturent... Toutes ces sales choses qu'on peut s'imaginer, ils les font. Et ensuite, ils rentrent dans vos maisons et font ce qu'ils veulent. Sur des femmes et des enfants. » Avant de conclure : « Chaque instant de la

vie est devenu un moment de torture pour nous. J'ai 38 ans aujourd'hui, et je ne me sens en sécurité que là où les forces armées ne sont pas présentes. »

Et maintenant, la terreur des tanks de l'armée turque

Depuis le 13 décembre, de nouvelles *operasyon* – ces opérations militaires contre les « terroristes kurdes » comme aiment à en parler les médias aux ordres du Sultan Erdoğan – ont pris corps en une large offensive dans les régions kurdes. Plus de 10 000 militaires, policiers et gendarmes des forces spéciales sont partis à l'assaut de Silopi, Cizre, Nusaybin etc. Autant de villes kurdes ayant déclaré leur autonomie et qui se sont vue successivement placées sous couvre-feu.

Les forces spéciales se vantent d'avoir tué plus de 120 *guerillas* dans toutes ces villes, mais rien n'est moins sûr, car l'État joue sur les chiffres à des fins de propagande. À Sur, d'après ce qu'il se raconte dans les cafés et aux coins des rues, les forces répressives de l'État n'avanceraient pas d'un pouce. Le siège du quartier de la vieille ville, commencé le 2 décembre, ne donne semble-t-il pas les résultats escomptés, Les YDG-H revendiqueraient le 21 décembre plus de 25 flics tués pour les derniers jours à Silopi, Cizre et Sur ainsi que plusieurs prisonniers... Dur à vérifier.

Sur le plan politique, les partis pro-kurdes, le HDP et le BDP ont été critiqués par la base pour leur silence et leur mollesse à réagir aux événements. Le co-président Selahattin Demirtaş a finalement déclaré que les Kurdes de Turquie avaient le droit de décider s'ils voulaient vivre en autonomie ou « *sous la tyrannie d'un homme* », en référence au président Erdogan. Ce dernier a parlé de « trahison » et le parquet d'Ankara et celui de Diyarbakir ont lancé une enquête pour atteinte à l'ordre constitutionnel et « séparatisme ». Le terme de « séparatisme » est contesté par le mouvement kurde qui évoque au contraire un « *combat pour l'autonomie locale et la démocratie locale* » et non la création d'un nouvel État.

Entre les manifs, la population n'oublie pas les *şehit*, les « martyrs » tués par les forces de police, Des lieux de recueillement ont été mis en place par la mairie HDP de la ville. Les familles des victimes, pendant trois jours et trois nuits, sont visitées par les voisins touchés par la mort des jeunes. Ils viennent faire leur condoléance, manger ensemble, boire le thé, faire des *agit* (« *chants, pleurs* »). Il y a un lieu pour les femmes, un autre pour les hommes. Des centaines de personnes s'y bousculeront pendant ces trois jours. Dans les villes sous couvre-feu, les autorités de l'État ont interdit la

tenue des funérailles privées, obligeant les familles livrer les corps. La plupart des familles ont préféré garder les corps chez elles plutôt que se voir confisquer les corps de leurs défunts.

« Tuer le système qui est en nous »

Amet a 25 ans, il habite avec toute sa famille à Bağlar, qui est, avec Sur, le quartier le plus populaire du centre-ville de Diyarbakir. Bağlar est un gigantesque entrelacement d'immeubles et de ruelles. « *Imprenable par la police !* » avertissent certains. Et c'est dans ce quartier pauvre que les habitants sont les plus actifs dans la lutte pour l'autogestion et contre la police. Tout le monde s'entraide, se prévient, se protège. Les petites rues voient très régulièrement pneus et poubelles brûler, à toutes heures du jour ou de la nuit. Les trottoirs sont déparés et servent aux barricades de fortunes ou de projectiles contre les blindés. Chacun et chacune se rappellent des nuits du 6 et 7 octobre 2014, où le *serhildan* – l'émeute, la révolte – pour Kobanê avait enflammé les cœurs. Ce que les jeunes attendent, c'est de refaire la même. De réussir à « *maintenir un serhildan quotidien qui relierait Bağlar à Sur en passant par Ofis* ».

Comme beaucoup d'autres galériens de son quartier, Amet est présent à chaque manif. Et il ronge son frein en attendant de sentir le moment où il pourra s'engager « plus avant ». Le lot commun des habitants de Bağlar, en plus du manque d'argent, c'est de subir le racisme, les humiliations et les attaques de la police depuis des années. Toute sa famille est ultra-politisée et très engagée dans le mouvement : sa grande sœur est partie il y a 4 ans dans la montagne retrouver la *guerilla* ; son petit frère semble s'investir aux côtés des YDG-H, les groupes d'autodéfense des quartiers ; sa petite sœur de 13 ans tient déjà la longueur dans les discussions politiques ; et les parents, pas peu fiers de leur progéniture, sont là à tenir la logistique pour tout ce petit monde...

Amet nous apporte assez rapidement quelques précisions sur les YDG-H, dont il se sent assez proche : « *Ce sont des jeunes qui sortent de différentes organisations. Ils ont étudié leur histoire, connaissent leur culture, étudient leur peuple, et de cette façon décident et réfléchissent à comment défendre tout cela. En réalité, ils travaillent et s'activent à faciliter l'émancipation des gens dans nos quartiers. Mais ces derniers mois, ils sont malheureusement contraints de ne se pencher que sur la question de l'autodéfense. Ce sont des groupes d'une dizaine, d'une quinzaine de personnes. Et ensuite dans*

ces groupes de personnes, certaines d'entre-elles se portent volontaires pour porter la parole des uns et des autres... Et ceux qui portent la parole se réunissent pour proposer les différentes idées de manifestations qui ont été discutées avant dans chacun des groupes. »

Sa copine est en détention préventive depuis quelques mois. Elle a été arrêtée dans Sur simplement pour ne pas avoir respecté le couvre-feu. « *Au Kurdistan, nous explique Amet, il n'y a nulle honte ni peur d'aller en taule. Il y a tellement de personnes enfermées pour des motifs politiques que lorsque tu te fais emprisonner tu es pris en charge par les camarades, et il s'agira alors pour toi de prendre tranquillement le temps de lire et discuter politique, histoire et philosophie... »*

Discuter philosophie et politique, c'est justement un sport collectif au Kurdistan. Que ce soit dans les familles où nous sommes invités, avec le vendeur de journaux ou dans n'importe quel café, c'est la règle : après quelques blagues, vient le temps des réflexions sérieuses. Amet n'échappe pas à la norme, quand il souligne qu'« *il faut tuer le système qui est en nous* », s'extirper du capitalisme qui pénètre les esprits, même si au Kurdistan il a moins colonisé tous les aspects de la vie. « *Il faudra bien que les riches, les bourgeois se remettent, comme tout le monde, en question un jour ou l'autre* » afin que le capitalisme ne détruise l'âme du Kurdistan.

« Aujourd'hui il n'y a pas école... Et demain ? »

Deux jeunes ont été tués le 22 décembre dans les rues de Diyarbakır. L'un, Şiyar Baran, n'avait que 13 ans tandis que l'autre, Serhat Doğan, abattu d'une balle dans la tête, en avait 19.

Aujourd'hui il n'y avait pas école. Et pour cause, les habitants de la capitale kurde avaient décidé de faire ville morte pour protester contre le siège du quartier de Sur et contre la terreur d'État qui s'installe chaque jour plus profondément au Kurdistan.

Tandis que les affrontements continuent, des rumeurs de *hendek* en train de se monter dans d'autres quartiers de Diyarbakır commencent à circuler. Reste à voir ce qu'il en sera dans les jours suivants. En attendant, les assassins professionnels, les escadrons de la mort turcs, sont encore sortis de leurs 4x4 noirs pour tuer efficacement et froidement les jeunes manifestants pour la liberté. Et de ce point de vue, le bilan de la journée est encore terriblement bien lourd : à Amed, 2 jeunes sont tombés sous les

balles de l'Etat. Tandis que dans le reste du pays, 5 civils se sont faits tués à Cizre, 2 à Nusaybin, 1 à Silopi, 1 à Mersin et 2 à Istanbul.

Au 20 janvier, voici le bilan provisoire de la sale guerre de l'État turc dans les provinces kurdes. Les villes de Cizre, Silopi et Sur étaient toujours assiégées. Le nombre total des jours couvre-feu dans 20 villes est égal à 307 depuis le 16 août 2015, date du premier siège dans la ville de Varto. 283 civils, dont 75 enfants et 40 femmes ont perdu la vie durant les 6 derniers mois, dans les opérations menées par l'Etat turc. Plus de 300.000 personnes ont été contraintes de quitter leurs foyers ou ont été déplacées par la force. La population du quartier de Sur, à Diyarbakir, subit un 6ème couvre-feu qui a commencé le 2 décembre 2015 soit 47 jours de siège. Le nombre de morts de civils depuis juillet 2015 à Diyarbakir s'élève à 21.



décembre
2016



Des nouvelles de Diyarbakir : Entretien avec Dünya

Dünya, une camarade de Diyarbakır, a bien voulu répondre par mail à quelques-unes de nos questions en cette fin de mois de décembre 2016. Alors que l'État turc veut réduire au silence toute critique et désir de liberté, voici ce qu'elle nous raconte de sa vie là-bas. Cela donne un rapide aperçu de l'ambiance en ce moment dans la capitale du Kurdistan...

Salut ! Comment vas-tu ?

Bonjour ! Je vais bien, mais j'ai dû un peu m'éloigner de tout ce que j'ai vécu dernièrement, et je suis partie à Istanbul. J'essaie de vivre la sérénité que vous vivez en France malgré toutes les choses inévitables que l'on peut

vivre ici au Kurdistan. Il faut vraiment que je me décide à chercher du travail à Amed (Diyarbakır). Ou alors je vais à Istanbul pour y travailler. Mais je n'ai toujours pas décidé. J'aime vraiment Amed. Mais comme il y a beaucoup de moments difficiles à Amed ces derniers temps, je crois que je vais pouvoir vivre nulle part, car je ne me sens bien nulle part. La douleur du Kurdistan est là dans mon cœur, elle me suit partout.

Que faisais-tu comme travail ? Et qu'imagines-tu faire aujourd'hui ?

J'ai été à l'université d'Istanbul où j'ai étudié la langue turque et la littérature. J'ai fait pas mal de boulots dans ma vie, dans la presse et dans le textile notamment. Et ces 2 dernières années à Amed, j'ai eu un poste à la municipalité de Sur [le quartier historique d'Amed]. Mais en décembre 2015 on a tous été viré.e.s. Les premier.e.s employé.e.s de mairies au Kurdistan à avoir été désigné.e.s et viré.e.s par l'administration turque sont celles et ceux de la municipalité de Sur. Et tout particulièrement celles qui travaillaient sur la question des droits des femmes. Les femmes de la municipalité n'ont pas seulement été licenciées, mais un bon nombre d'entre-elles ont été mises en garde à vue. Et nous qui ne nous sommes pas faites embarquer, nous avons organisé des manifestations de soutien pour dénoncer ces agissements. La plupart des femmes qui se sont trouvées sans emplois ont leurs maris en prison et se retrouvent sans ressources. En bref, nous sommes toutes sans travail. L'État a constaté que des femmes étaient responsables de différentes organisations : il y a vu un danger et n'a pas toléré cela...

A quoi est dû ce changement de politique de la part de l'État ?

Il y a plusieurs raisons. Ce dont je viens de parler en est une. Et une autre est le fait que beaucoup de municipalités [tenues par le HDP] ont déclaré leur autonomie [à l'automne 2015]. Celle de Sur aussi, et l'État a commencé à y faire la guerre. Pendant les 113 jours de résistance [des habitant.e.s et des groupes d'autodéfense de Sur au siège des forces spéciales], l'administration turque a commencé à prendre des mesures antidémocratiques. Ensuite, à partir de juillet 2016 a été déclaré l'état d'urgence. La démocratie a été mise de côté et les municipalités des villes du Kurdistan ont été mises sous tutelle de l'État par la force. [53 municipalités au jour d'aujourd'hui, début 2017.] En fait, les personnes élues par le peuple ont été remplacées

la situation de celles et ceux qui habitaient là-bas ?

Après le siège des forces spéciales et l'attaque militaire, Sur n'a pas réussi à s'en remettre. Malheureusement ce qui s'est vécu dans les années 1990 est à nouveau là ! Les habitant.e.s qui ont été forcé.e.s de quitter Sur sont parti.e.s. Et celles et ceux qui sont resté.e.s, l'ont fait soit parce qu'ils n'avaient pas d'autres endroits où aller, soit par attachement sentimental à leur quartier et à leurs racines. Beaucoup de gens se retrouvent expropriés, ils se font prendre leurs terrains et leurs maisons. Et ce que l'État propose en échange n'a strictement aucune valeur en comparaison. L'État les force à vendre et accélère ainsi la colonisation de Sur. Les travaux ont déjà commencé et les projets urbanistiques sont prêts. 5 quartiers sont toujours sous couvre-feu et sont en train d'être finis d'être rasés alors que un nombre important d'habitations restaient intactes. La destruction faite par les tanks a laissé place à celle faite par les bulldozers. Maintenant il n'y a plus de quartiers, plus de maisons. Cela fait 6 mois qu'ils préparent leur projet de colonisation. Il leur faudra 6 mois de plus pour construire leurs immeubles. Et quand les habitant.e.s pourront revenir dans leur quartier, ils ne verront que ces nouveaux immeubles en béton et ne pourront pas récupérer les maisons qu'ils avaient avant. Ce que l'État a voulu prendre, c'est leurs biens et leur histoire.



Et bientôt, il voudra leur revendre ces nouveaux appartements, à crédit pour les attacher pendant 20 ans.

Dans quelle mesure la police et l'armée sont-elles omniprésentes à Amed ? Est-ce qu'elles sont toujours là malgré la levée des couvre-feux ? La population continue-t-elle à manifester ?

Malgré le retrait des couvre-feux, il y a une grande présence des forces spéciales dans toute la ville. Comme je disais plus haut, à Sur, il y a eu une rude guerre qui a laissé des traces malheureusement indélébiles. Et comme je dis depuis le début de l'entretien, depuis la tentative de coup d'état des güleniste, la police arrête qui elle veut comme ça dans la rue. Si tu te regroupes à 15 ou 20 personnes tu peux être arrêté et prendre un mois de prison. On est plus aussi libre qu'avant lorsque nous faisons nos manifestations. On ne peut plus faire de prises de paroles ni de manif ni rien. Le pays est en train d'être dirigé de manière monarchique.

L'État veut, semble-t-il, faire exister un vrai black-out médiatique en Turquie, et plus encore au Kurdistan. La population arrive-t-elle quand même à s'informer ?

L'État a très bien su mettre en place – et il l'a fait bien consciemment – ce black-out médiatique. En coupant ou en censurant tous les médias – radios, tv, presse... Du coup, la population essaye de s'informer comme elle peut, notamment par twitter par exemple. Mais les réseaux sociaux commencent à être attaqués également et les gens de plus en plus poursuivis. Et à Amed, l'État prend le luxe de ralentir le débit d'internet ou de le fermer carrément, pour, ainsi, couper tous les moyens que les gens ont pour communiquer. Et ce que le pouvoir veut absolument cacher c'est les guerres de factions en son sein.

Mais bien-sûr que les médias alternatifs trouvent des moyens et des canaux de diffusion, même si cela est difficile. Le mouvement des femmes a commencé à se redonner des moyens de diffusion, et d'autres suivent. Il y a une vraie attention des gens à l'information, et même une ébauche d'un minuscule chemin vers l'info devient un espoir pour nous tou.te.s. Les médias ne s'arrêtent pas et continuent d'exister...

Cizre, Şırnak, Nusaybin... Dans quelle situation sont les villes qui ont subies les sièges des forces spéciales ? Comment font les habitant.e.s pour survivre ?

Toutes ces villes ont été complètement détruites. Il n'en reste plus rien. Malheureusement les gens vivent en ce moment dans des tentes, et les forces spéciales attaquent même ces campements de fortune. Ces gens-là n'ont pas de solutions. Les aides, il y en avaient mais l'État a fermé par décret toutes les associations qui s'en occupaient. Ces aides ont donc diminué. La situation est très critique en ce moment. On a beau amené de l'aide – du matériel et de l'argent –, ça n'est pas suffisant...

Est-ce qu'une partie des habitant.e.s du Kurdistan de Turquie émigrent ? Où vont-ils : en Turquie, en Europe ?

Oui, quand c'est la dernière solution, les gens s'en vont. Quand ils sont virés de leur travail et de leur maison, ils sont malheureusement poussés à partir. Ceux qui ont quelques possibilités vont à l'ouest de la Turquie, et ceux qui en ont encore un peu plus essayent de gagner l'Europe. Amed avait accueilli, ces dernières années, beaucoup de gens de Kobanê et de Shengal. Mais d'après ce que l'on sait, eux aussi s'en vont. Il y a une baisse et des changements anormaux dans la population de Amed. Maintenant la Turquie n'est plus du tout un endroit sûr pour y migrer car tout le monde sait que c'est la guerre ici, dans le sud-est...

Où en est le mouvement des femmes en ce moment ? On a vu qu'il y a eu au mois de décembre 2016 une grosse mobilisation des femmes contre le projet de loi légalisant le viol en Turquie. Y a-t-il eu des manifestations au Kurdistan ?

Le mouvement des femmes du Congrès des femmes (KJA) a changé de nom et désormais s'appelle Tewgera Jina Azadi (TJA). Bien-sûr que les travaux continuent, mais depuis l'arrestation et la détention de Ayla Akat [membre du BDP à Batman] les travaux ont ralenti. Le projet de loi sur le viol a rassemblé des milliers de femmes. Et la tentative du gouvernement de passer en force cette loi s'est retrouvé face à la conscience des femmes qui ont senti un grand danger venir. Mais le danger en Turquie est là à tout moment. C'est pas parce que cette loi a été ajournée aujourd'hui que

le danger est passé. Tant qu'on aura pas régler les choses à la racine, l'État continuera de soumettre les femmes à ses lois. Il prétend que c'est pour protéger les femmes, mais en réalité c'est pour les rendre plus vulnérables, pour les mettre en danger, et l'objectif étant d'augmenter les violences et agressions sexuelles à leur égard. Est-ce que cette mobilisation a eu lieu au Kurdistan ? Bien-sûr qu'elle a eu lieu ! Mais elle n'a pas trop été visibilisée, car ici, avant même de se faire violer, on se fait tuer directement... Ça fait 2 ans que nous vivons une forte attaque militaire menée par l'État oppresseur et totalitaire, et ça nous laisse peu de temps à mettre ailleurs. On est vraiment dans une période où la démocratie est vraiment bafouée. On se cramponne comme on peut au peu de droits humains qu'il nous reste. On s'oppose pas simplement à la loi contre le viol, on lutte chaque jour contre toutes les violations des droits humains...

Beaucoup d'écoles ont-elles fermé à Amed ? Comment vont les enfants ? Comment réagissent-ils à la situation actuelle ?

Malheureusement, dans les secteurs où la guerre à frapper et où il y a eu des combats, les programmes d'éducation ont beaucoup ralenti. Et certains enfants n'ont même plus accès aux écoles : certaines écoles ayant fermé, les enfants ont été renvoyés vers d'autres écoles qui sont bien trop loin pour qu'ils puissent s'y rendre. Du coup, beaucoup d'enfants sont troublés et sont atteints psychologiquement, et le système éducatif est « cassé » depuis une année. Beaucoup de professeurs ont été virés car ils appartenaient aux syndicats de l'éducation. Ça aussi a son effet sur les écoles. Il y a un système éducatif, mais les enfants n'y ont plus accès. Les enfants de Sur sont dans une période de rémission traumatique ; ils sont suivis par différentes associations populaires qui s'occupent d'eux. En ce moment, si on regarde à l'échelle de la Turquie, le système éducatif est vraiment mis à mal. Et à Amed, c'est deux fois pire.

A ton avis comment la situation générale va-t-elle évoluer ?

La situation ne va pas s'arranger facilement, tant que l'État ne change pas son regard et son attitude avec les Kurdes. Je pense même que la situation risque de s'aggraver...



avril
2017

Entre douleur et colère

Cela fait quasiment deux ans que l'État turc a repris sa sale guerre coloniale au Kurdistan. Quel est l'état d'esprit à Diyarbakır (Amed en kurde), un an après le siège de son quartier historique, Sur, et après l'écrasement du mouvement d'autonomie des villes et des quartiers par des dizaines de milliers de soldats des forces spéciales turques. Voici un petit reportage réalisé fin avril 2017 auprès des habitant.e.s et des camarades de la capitale du Kurdistan...

Texte de Ne var ne yok — mai 2017

Sur, un an après la bataille

« En 2015, le peuple kurde a déclaré l'autonomie dans plusieurs villes du Kurdistan. Nous rejetons l'occupation par l'État turc de nos terres et la politique génocidaire qu'il mène pour tenter d'assimiler notre peuple, et pour cela nous voulons exister par nous-même. Cela fait des années que cet État colonial veut physiquement et culturellement anéantir tout le peuple kurde. Et aujourd'hui encore, contre le réel désir du peuple d'émancipation, cet État fasciste lance des attaques de plus en plus violentes contre son peuple (pillages, exécutions, tortures...). Contre ces attaques, le peuple, dans son droit naturel, soutient l'autodéfense des jeunes pour le développement de l'autonomie. »

Déclaration des YPS lors de leur création en décembre 2015.

Il y a plus d'un an déjà, le 11 février 2016, des partisans du mouvement révolutionnaire au Kurdistan publiaient sur le site d'information *DIHA*, une longue tribune qui faisait le parallèle entre la Commune de Paris — que la plupart des militant.e.s connaissent là-bas — et le siège de Sur, quartier insurgé de Amed (Diyarbakır), par les forces spéciales turques. Ils concluaient ainsi leur texte, au 72^e jour de siège : *« Sur, qui est devenu l'un des lieux de résistance les plus importants de la révolution pour l'autonomie au Kurdistan, perpétue au XXI^e siècle, l'espoir de vivre libre qu'avait donné la Commune de Paris à l'humanité au XIX^e siècle. Sur résiste, avec ses barricades, ses chants révolutionnaires, les zîlgît des femmes, le battement des ailes des colombes de la liberté. »* Sur tombera au 105^e jour, et laissera des traces indélébiles dans les mémoires des habitant.e.s d'Amed.

D'après les nombreux récits qu'en font les ami.e.s et les personnes que nous pouvons rencontrer au gré de nos pérégrinations, les Unités de protection civile (YPS, groupes de jeunes et d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers) auraient perdues entre 65 et 150 camarades dans cette bataille. Tandis que l'État turc, de son propre aveu et d'après ce que les militaires faisaient individuellement tourné sur les réseaux sociaux, aurait subi des pertes gigantesques en comparaison. Le lugubre témoignage d'une mère de famille va aussi dans ce sens. Pendant le siège du quartier, alors qu'elle était retournée dans sa maison pour récupérer des affaires, les militaires lui avaient interdit de rentrer dans une des chambres, mais elle a quand même poussé la porte : elle a vu des dizaines et des dizaines de corps de soldats turcs entassés dans la pièce. Elle est aujourd'hui poursuivie par la Justice pour avoir ouvert cette porte que l'État voulait

garder close. « *Toutes les forces spéciales, troupes d'élites et haut-gradés que compte l'État turc ont été concentrés sur le siège, et sur les quasi 20000 hommes déployés, entre 500 et 1000 soldats des forces spéciales ont été tués à Sur, et environ 1500 autres y ont été blessés* », nous raconte ainsi Ferhad, professeur des écoles à Amed. « *Les survivant.e.s du siège, que ça soit les YPS ou les habitant.e.s qui sont resté.e.s jusqu'au bout, sont quasiment toutes en prison. Seules quelques personnes, qui sont restées cachées sous terre pendant plus de 30 jours après la fin du siège, ont réussi à ne pas se faire prendre* », poursuit-il. « *Il y a toujours en ce moment en prison, des taïze [des tantes] de 60 ans et aussi des mères avec leurs enfants de 3 ans, parce qu'elles n'ont pas voulu quitter leur maison pendant le siège des forces spéciales* », nous raconte aussi une jeune camarade qui vient de sortir d'un an de prison, en nous montrant une photo prise dans la cour de promenade de la prison pour femmes.

Nombreuses sont les personnes que l'on croise qui nous disent se sentir coupables de n'avoir rien pu faire pendant que Sur était assiégée. Les manifestations organisées à ce moment-là n'étaient pas assez massives et toujours très violemment réprimées. Et la culpabilité de n'avoir pu secourir celles et ceux qui sont mort.e.s pour défendre la vieille ville de Sur laisse une tristesse infinie mais aussi une détermination sans doute plus aiguisée encore pour les combats à venir. Pourtant beaucoup d'habitant.e.s de Sur vivent encore aujourd'hui avec d'importants traumatismes suite à la mort de proches, aux tortures, au fait d'avoir eu sous leurs yeux la boucherie dont était capable l'État. « *Un grand nombre d'enfants sont traumatisés et présentent des troubles psychologiques. Certains sont pris de panique lorsqu'ils voient des policiers ou des militaires, d'autres prennent des cachets pour calmer leurs crises d'angoisse. Des enfants se réveillent en hurlant, les pipis au lit sont beaucoup plus fréquents qu'avant. Et certains présentent des troubles du langage, ou alors ils ne parlent plus depuis des mois* », raconte Perixan, journaliste pour le site d'infos des femmes Şûjin, et « *nous avons pu constater de nombreuses fausses couches chez les femmes enceintes, des naissances prématurées, ou encore des dérèglements gynécologiques peu communs. C'est pourquoi des ami.e.s psychologues et sociologues leur viennent en aide pour que femmes et enfants puissent retrouver une vie plus facile* »...

La moitié du quartier rasée : la guerre urbanistique commence

Mais la guerre n'est pas finie à Sur. Elle s'est déplacée sur le terrain de l'« aménagement du territoire » comme on dit par chez nous. « *Après les*



Mais, les travaux ne font que débiter, et rien ne laisse présager si ces sombres projets se concrétiseront. Pour l'instant, à Sur, sur les décombres et les expropriations de quelques îlots, seul un parc à touristes a été inauguré en grande pompe à la mi-avril. Dans une ambiance étrange, beaucoup de monde s'y rend et se félicite de joli parc aseptisé : ce ne sont là que des riches, des partisans de l'AKP venus d'autres villes, et des *hızbullacı* — partisans de la branche islamiste de l'AKP. Ils y viennent triomphants, se prennent en selfies sur les pelouses immaculées au pied de la muraille derrière laquelle l'État a tout rasé ; ils se félicitent des travaux et y passent tranquillement leur journée en famille. Les habitant.e.s de Sur et les nombreux camarades, eux, refusent d'y mettre les pieds...

Et, au moment d'écrire ces lignes, l'État met la pression sur les habitant.e.s des îlots de logements non détruits et pas encore expropriés. Par l'intermédiaire des hauts parleurs et du *muezzin* de la mosquée du secteur, il appelle à quitter les habitations et les rues avant le 2 mai en menaçant d'employer la force pour procéder aux expulsions. Des habitant.e.s enragent : *« Arrêtez de nous opprimer. Qu'est ce que vous nous voulez ? Pourquoi tant de persécution et d'acharnement ? Est-ce qu'on a pas déjà assez perdu ? Est-ce qu'on est pas assez pauvre ? Laissez nous tranquilles ! »* Une femme laisse place à sa colère : *« Mais pourquoi ils nous annoncent ça juste 5 jours avant. Comment on va faire avec nos enfants ? Mes filles depuis*

qu'elles ont entendu la nouvelle, elles ne dorment plus et ne mangent plus. Me demandant qu'est-ce qu'on va devenir ? Et l'année scolaire de mes enfants ? Ils pouvaient pas attendre la fin de l'année. » Mais les femmes du quartier se rassemblent et déclarent à Şûjin qu'elles ne se laisseront pas faire : « *Nous n'irons nulle part ailleurs. Nous résisterons comme nous l'avons déjà fait. Ils ne peuvent pas nous expulser* ». Les coupures d'eau et d'électricité opérées par l'État depuis le 29 avril à leur encontre ne les affectent que peu : « *Ils peuvent faire ce qu'ils veulent comme coup de pression pour nous faire partir. C'est peine perdue. Nous résisterons jusqu'à la fin. Nous ne donnerons pas nos maisons, même s'ils doivent nous tuer. Nous ne voulons pas de leurs TOKI. Nous allons nous organiser en vigie !* »

La nouvelle politique de la ville ? Une politique d'occupation...

La tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 a permis à Erdoğan de décréter l'état d'urgence et de se lancer dans l'attaque tous azimuts du mouvement civil kurde. Les mairies tenues par le HDP — le parti démocratique des peuples, coalition de la gauche kurde et non-kurde fondée en 2013 — ont ainsi été reprises par la force par l'AKP qui y a placé directement ses hommes. A Amed, la plupart des employé.e.s de la mairie ont été remplacé.e.s par des personnes inféodées au pouvoir d'État. Tous les lieux à disposition de la mairie et auparavant mis à disposition des assos de quartiers et des initiatives d'émancipation, ont été fermés et repris : il n'y a quasiment plus de lieux de rendez-vous publics pour se retrouver et s'organiser...

Investissement dans le contrôle

Des drapeaux turcs partout, des portraits d'Erdoğan omniprésents. C'est la première chose qui choque en arrivant à Diyarbakır. Marquer symboliquement le territoire. Étouffer les esprits en démontrant à l'excès que la ville est sous contrôle colonial. Mais cela n'est évidemment pas suffisant. Il y a aussi des checkpoints partout, avec des militaires ou des flics en cagoules ou bien barbes qui arrêtent les voitures, fouillent les coffres, questionnent les passagers en utilisant des termes et des répliques coraniques. Voire même mettent des coups des pressions « gratuits » comme le raconte Ferhad, l'ami instituteur : « *Ils m'ont arrêté lors d'un contrôle routier,*

et l'un d'entre-eux m'as mis son pistolet sur la tempe en me menaçant. Je ne sais pas si c'était ciblé ou pas... »

Les caméras de vidéosurveillance ont pullulé. Il y en a à chaque coin de rue de la ville : un très gros et massif poteau coiffé de 3 ou 4 caméras directionnelles ainsi que d'une caméra rotative plus précise, le tout protégé par de nombreux barbelés en lames de rasoir. Voilà pour la surveillance brute. Mais le nouveau maire AKP a opté également pour ce que l'on appelle en France la « prévention situationnelle », c'est-à-dire par l'aménagement sécuritaire de l'espace public. La mairie s'est attaquée à la rénovation des chaussées et aux trottoirs. En plus d'avoir un discours colonial, « civilisateur » et « entrepreneurial » du genre « *regarder comme, avec nous, c'est propre et attrayant économiquement ces belles rues* », on comprend rapidement qu'il s'agit d'enterrer sous une épaisse couche de goudron les pavés qui servaient de projectiles contre les flics et à l'édification de barricades pour se protéger. « *Ils nous goudronnent la gueule !* » s'énervait Perixan.

A Bağlar, c'est là qu'en ce moment la répression est la plus intense. Il s'agit du quartier du centre ville où se concentre les plus pauvres, les plus révoltés. Le quartier où les réfugiés syriens ont trouvé refuge. Le quartier où tout le monde se connaît et s'entraide. Cette insoumission et cette solidarité valent aux habitant.e.s du quartier un contrôle permanent. Serhat, un jeune révolté du quartier insiste : « *Depuis des mois, nous les jeunes nous faisons harceler tous les jours par les flics. Ils contrôlent sans cesse nos identités. Dans la rue, dans les cafés et dans les petits commerces : ils rentrent à une douzaine, ils nous humilient, nous parlent mal et nous rabaissent dès qu'ils en ont l'occasion. Les akreps ["scorpions", blindés de la police] tournent toutes les 15-20 minutes dans les rues. Si nous refusons le contrôle en s'enfuyant en courant les flics nous tirent direct dessus. Et maintenant les flics prennent nos téléphones, farfouillent dedans et nous demandent qui sont telle ou telle personne dans nos contacts téléphoniques. Ils nous demandent aussi pourquoi on porte tels types de fringues sportives ou tel autre... »*

« *Ils nous mettent une grosse pression* », continue-il. « *Les flics essayent de remettre de la drogue et de la prostitution et de transformer les gens en "ajan" [agent, indic] »... Avec les YDG-H [groupes de jeunes pour l'auto-défense des quartiers, devenus YPS en décembre 2015], nous avons réussi, il y a quelques années, à enrayer ces fléaux. Mais là, vu que toute action politique publique est interdite, c'est compliqué de faire de la prévention et des actions contre les dealers.* »

Imposer l'ordre capitaliste (et religieux)

Comme à Sur, il s'agit autant de contrôler et de mater que d'investir dans l'avenir radieux de l'ordre capitaliste et religieux. Un exemple frappant est celui de la construction d'une mosquée monumentale dans le centre ville, entre Sur et Ofis, coincée entre des casernes de flics et de militaires. Les travaux ont commencé en janvier 2017. Cette maxi mosquée de la superficie de 7 terrains de foot pourra accueillir jusqu'à 20 000 fidèles simultanément. Erdoğan se félicite déjà qu'« à Diyarbakır, l'appel à la prière y sera permanent. » Certain.e.s habitant.e.s d'Amed nous confient, non sans éternement : « *Nous ne sommes pas dupes. Nous n'avons pas besoin de cette mosquée, nous en avons déjà plein. Et si on avait pas assez de places, on prierait dehors. C'est de travail et d'argent dont nous avons besoin, pas d'une mosquée.* » Cette opération ne serait complète sans le financement de nouvelles milices et sectes religieuses comme les « Foyers purs » et le « Mouvement des vertueux », deux organisations liées à l'AKP prêtes à « à prendre les armes contre les terroristes aux côtés de la police et de l'armée pour défendre la Turquie et Recep Tayyip Erdoğan ». Les « Foyers ottomans », un autre groupe milicien violent vient également d'ouvrir une officine à Amed.

Mais avant tout, l'AKP du sultan Erdoğan souhaite transformer « Amed la rebelle » en « Diyarbakır l'attractive ». En faire un pôle économique fort et enfin y faire fleurir un capitalisme moderne comme à Istanbul ou Gaziantep. Pour cela, l'État souhaite y investir beaucoup d'argent, et ainsi, peu à peu modeler le paysage et les mentalités. Telle est l'enjeu de cette phase actuelle de la guerre au Kurdistan de Turquie. Faire rentrer dans le rang capitaliste cette population effrontée, à grand coup de sécurité et de nationalisme, de religion et d'urbanisme... Et même si, ces temps derniers, certain.e.s habitant.e.s d'Amed, celles et ceux qui en ont les moyens, choisissent la « douceur » de la consommation pour essayer de reprendre une vie normale ou de tenter d'oublier les temps difficiles, gageons que la mission que ce sont donnés les fondamentalistes capitalistes de l'AKP sera bien plus ardue que ce qu'ils ne pensent !

L'espoir revient : rien n'est fini mais tout commence...

Ce qui ressort de ces nombreuses rencontres et discussions — tant avec des ami.e.s et camarades, qu'avec des inconnu.e.s croisé.e.s au détour d'un

çay dans un café, d'une discussion lors d'un trajet en bus —, c'est que les habitant.e.s d'Amed sont pris entre différents sentiments. Entre grosse fatigue et trauma, entre profonde douleur et immense colère, Amed finit de panser ses plaies et se remets progressivement du siège de Sur, aussi déterminée qu'avant. « *Le moral est revenu même si c'est difficile. Nous sommes dans l'attente de la suite* », insiste Ferhad.

Le mouvement civil kurde cherche de nouvelles formes d'organisation

Comme beaucoup d'autres instituteurs, il s'est fait virer, peu après la tentative de putsch du 15 juillet 2016, pour syndicalisme et « proximité avec le PKK », avant d'être réintégré à son poste car l'État était en manque de professeurs. Mais tous n'ont pas eu cette chance. Beaucoup d'entre-eux n'ont jamais été réintégrés et ont rejoint les rangs des nombreux employés municipaux eux aussi licenciés. Se retrouvant sans ressources et en étant sûrs de ne plus pouvoir être employé.e.s par l'État ni par la plupart des grandes entreprises du pays du fait de leur fichage, certain.e.s ont pu ouvrir de petits cafés ou restos avec les crédits qu'ils avaient pu contracter juste avant de se faire virer. D'autres, disposant de moins de ressources se sont organisé.e.s en coopératives pour monter ces petits lieux comme en témoigne l'ouverture du café le Liberté dans le quartier du centre-ville, Ofis. D'autres, enfin, ont opté, sans réelles autres possibilités, pour la vente dans la rue de riz cuisiné ou de maïs chaud.

Mais tous se serrent les coudes, prennent des initiatives collectives — notamment des actions de solidarité pour les familles sans ressources et pour les prisonnie.re.s —, et changent leur manière de s'organiser. Alors que beaucoup de projets de quartier s'ancraient auparavant autour des locaux que la mairie HDP mettait à disposition, aujourd'hui beaucoup d'initiatives politiques passent par la location ou le prêt de lieux. C'est le cas de ces « *nombreux cafés et restaurants militants, mais aussi de centres culturels et musicaux, de librairies politiques, de syndicats. Ces nouveaux lieux de vie et de rencontre sont étroitement surveillés et on reçoit des coups de pression de la part de police. On sait qu'ils peuvent être fermés d'un moment à l'autre. Mais on ne se résigne pas, au contraire, et on cherche de nouvelles formes d'organisations pour continuer* », comme nous le dit Dilek, autre membre du journal *Şûjin*. Dans la même manière, les sites d'information sur internet et les journaux papier tentent, malgré les interdictions et les emprisonnements qui s'en suivent, de poursuivre leur travail : « *On change le nom du journal dès que la structure est déclarée*

interdite pour propagande terroriste, et ainsi, on continue, même si on peut toujours être arrêté.e et emprisonné.e. On continue comme ça ! », précise Dilek.

Les femmes sont souvent à la pointe de ses nouveaux projets et certaines s'organisent même pour tenir des petits commerces, ce qui est une chose totalement nouvelle au Kurdistan, où ce genre d'activités était exclusivement réservé aux hommes. Une centaine d'entre-elles tiennent désormais un marché plusieurs fois par semaine dans un quartier un peu excentré. Tous ces militant.e.s du mouvement civil kurde rencontré.e.s à Amed reprennent force et courage dans ces initiatives, même s'ils reconnaissent rapidement que ce n'est pas du tout suffisant et que cela reste très dur face au climat de répression que fait régner l'État. Perixan nous rappelle, à ce propos, qu'« *avoir plus de 3 livres politiques chez soi est un motif suffisant pour être inculpé de propagande terroriste ! Du coup, on se fait tourner les livres entre-nous pour être sûrs de ne pas se faire enfermer pour ça...* »

Le peuple et la *guerilla*

S'il y a bien une discussion qui revient très fréquemment depuis le siège de Sur c'est celle sur la relation entre le « peuple » et le « parti », même si ces deux entités restent floues et sans doute poreuses. La stratégie de l'État a été de vouloir jouer la division entre la *guerilla* et le mouvement civil, en laminant notamment ce dernier. Force est de consta-



ter qu'il ne semble pas y être parvenu. Pour autant, beaucoup se questionnent sur les choix stratégiques du PKK. A savoir, si c'était judicieux où pas de déclarer l'autonomie des villes et des quartiers à l'automne 2015. « *Est-ce que c'était le bon moment ?* » « *Le peuple était-il prêt ?* » « *Qu'est-ce qu'on y a gagné, à part la destruction de nos villes ?* » Ce sont les questions qui reviennent régulièrement et personne n'a de réponses définitives, mais on peut entendre : « *L'État allait nous attaquer de toute façon* » ; « *Après Kobanê et la victoire du HDP, un grand élan nous portait vers l'autonomie au Bakûr* » ; « *Pourquoi le peuple n'a-t-il pas soutenu plus vigoureusement nos jeunes camarades assiégé.e.s* » ; etc. Il n'y aura sans doute pas de bonnes réponses, mais le fait que tout le monde discute assez librement de cette page douloureuse de l'histoire du mouvement au Kurdistan laisse croire qu'il y aura une écoute suffisante et une compréhension réciproque assez forte pour que ces deux entités avancent ensemble vers l'autonomie et la liberté.

Le 11 avril dernier, en plein cœur d'Amed, la *guerilla* a d'ailleurs mené une action qui a réjouit et redonné l'espoir à beaucoup d'habitant.e.s de la ville et du Kurdistan. Trois combattants ont réduit en poussière le très stratégique bâtiment des forces antiterroristes et anti-émeutes turques qui siégeait à Bağlar. Ils ont loué un magasin non loin du bâtiment. Pendant que l'un d'entre-eux faisait tourner la boutique, les deux autres creusaient

Que s'est-il passé ces deux dernières années à Diyarbakır (Amed en kurde) ? Les quelques textes réunis dans cette brochure tenteront de répondre à cette question. Les chroniques et entretiens réalisés par le collectif *Ne var ne yok* lors de différents séjours dans la « capitale » du Kurdistan pourront éclairer un peu sur la situation qui règne dans le sud-est anatolien.

À l'ébullition insurrectionnelle portée par les jeunes dans de nombreuses villes kurdes, a succédé une répression sans limite incarnée dans les sièges des quartiers insurgés par les forces spéciales turques, et leurs lots de massacres et de destruction. Amed et Sur, son vieux quartier historique fortifié, se sont retrouvés au coeur de l'affrontement entre l'Etat colonial turc et la population kurde désireuse d'autonomie et de liberté...

.1.

Décembre 2015
Avec Amed la rebelle

.2.

Décembre 2016
[entretien] Des nouvelles de Diyarbakır

.3.

Avril 2017
Entre douleur et colère